

LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE IMPLICITE :
LES FEMMES HORS DÉVELOPPEMENT AU
CAMEROUN (ÉTAT DES LIEUX)

Georges COURADE

Les termes de développement et de sécurité alimentaire n'ont pas le même sens selon la position de ceux qui les emploient. Le développement est l'objectif généralement prôné par les gens "d'en haut" (décideurs, politiques et techniciens) et du "dehors" (coopérants, scientifiques, financiers, experts, etc...) ; bref, par ceux qui en vivent et qui sont presque toujours des hommes. Jamais défini dans toutes ses implications sociales et humaines, ce mot - d'ordre ? - n'a pas grand sens pour ceux qui doivent s'accomoder des discours et des interventions dont il constitue l'arrière-plan idéologique. Sa nécessité n'étant pas un objet de discussion, on n'aura pas beaucoup avancé en disant qu'il recouvre deux aspects plus ou moins associés : "modernisation" technologique et socio-politique et "mise en valeur" du territoire de l'Etat-nation.

Retenons pour notre communication, ce qu'en dit le manuel d'instruction civique officiel (BALA - 1976 : 212). Il s'agit de trouver les moyens de "tirer de la nature toutes les sources de subsistance qu'elle peut fournir", étant entendu que l'exploitation agricole repose sur des méthodes "archaïques" comme sur des préjugés de toutes sortes et des "mentalités rétrogrades". Voilà qui situe la ligne de démarcation entre les secteur ou les espaces du Cameroun en marge, en transition et dans le développement.

L'ambiguïté de la notion de sécurité alimentaire vient de ce qu'elle a longtemps recouvert l'action internationale de redistribution des surplus alimentaires mondiaux. Il s'agit pourtant d'une notion qui ne souffre d'aucune connotation péjorative aux yeux des populations

toujours préoccupées par la peur de manquer de nourriture. Il s'agit de s'assurer contre le risque de pénurie par les moyens les plus appropriés sans mettre en danger les équilibres comme les dynamiques qui comptent (écologiques, sociaux, culturels dans le présent ou le long terme selon le cas).

1. FEMMES ET SECURITE ALIMENTAIRE : APPROCHES ET OUTILS

Les agences des Nations Unies ont pris conscience, voici une décennie, que les femmes rurales "constituent la principale source de main-d'oeuvre dans les petites exploitations d'Afrique au sud du Sahara" (F.A.O. - 1983 : 3). Elles participent de ce fait à l'accroissement de l'autosuffisance, l'amélioration de la nutrition et la réduction de la pauvreté.

L'intérêt porté aux femmes rurales africaines a coïncidé avec une dégradation de la situation alimentaire en Afrique Noire et à une ré-évaluation des opérations de développement menées jusqu'ici. Redécouverte de la femme rurale en même temps que des paysanneries africaines. Un autre mouvement est venu aussi, de la dénonciation de l'exploitation des femmes dans les sociétés non occidentales au nom d'un universel sans frontières. Ainsi, Sh. Ardener (1975) a-t-elle pu établir un parallélisme rigoureux entre théories du Women's lib et révolte des femmes Kow du Cameroun anglophone contre le colonisateur britannique en 1959 !

Deux soucis guident donc les développeurs : celui de renforcer la sécurité alimentaire des familles rurales et d'obtenir un statut plus enviable pour la population féminine marginalisée.

La méconnaissance globale de la situation des femmes rurales africaines, éclairée seulement par quelques études de cas que l'on généralise sans précaution, oblige à s'interroger sur les approches : port d'exotisme et d'universalité dans l'analyse concrète des femmes d'un groupe socio-culturel donné, degré de généralisation d'une observation faite à l'échelle d'un petit groupe.

La communication proposée tentera de donner une idée de la place des femmes dans l'agriculture vivrière camerounaise et de voir comment le travail féminin s'inscrit dans les différentes stratégies paysannes plus ou moins insérées dans le "développement".

2. LA SIGNIFICATION DE L'AUTOSUFFISANCE CAMEROUNAISE

Le Cameroun, "synthèse de l'Afrique" de la publicité touristique va nous servir de guide dans cette réflexion, plus particulièrement sa partie anglophone où nous avons longtemps travaillé.

Le Cameroun peut prétendre avoir atteint un seuil de suffisance alimentaire très honorable au plan national si on le mesure en termes d'importations agro-alimentaires ou si l'on étudie sa balance commerciale dans le secteur considéré. Ceci ne signifie pas qu'il a acquis une réelle indépendance dans le domaine, puisqu'on ne retient comme indicateur d'autonomie alimentaire que les flux de produits agricoles ou alimentaires. La question de l'inclusion des cultures d'exportation (cacao, café, coton, bananes, caoutchouc, thé, etc.) mériterait discussion. Faut-il les exclure sous prétexte qu'elles sont gisement fiscal, cultures essentiellement masculines et marchandes ? Mises à part celles qui sont cultivées en complexes agro-industriels ou agriculture contractuelle (contrôlée par le même dispositif agro-technique), les autres sont associées à des cultures vivrières en associations culturales comme le café de l'Ouest prises en charge par la communauté.

Autre élément difficile à mesurer de la dépendance : le recours à l'importation d'intrants, l'appel à des capitaux extérieurs ou aux technologies et au savoir-faire d'expatriés. L'importance prise par les importations de blés et dérivés et de riz, suite à une consommation qui s'est brutalement accrue donne un aspect stratégique à ces plantes que l'on n'a pas réussi à produire en suffisance en terre camerounaise. Les résultats mitigés, malgré les milliards investis, de la SEMRY et de la SODEBLE laissent penser que l'on risque de s'éloigner du seuil d'autosuffisance atteint si une politique de consommation et de production paysannale ne viennent renverser la tendance.

On peut dire aujourd'hui que l'autosuffisance première est largement liée à un taux d'auto-consommation élevé dans le monde rural, aux échanges de proximité et à un assez bon approvisionnement des populations citadines. Des surplus sont disponibles et sont écoulés au Gabon comme au Nigéria (tubercules, viande, riz), pays perturbés par la rente pétrolière. Cette situation est cependant fragile. Les exportations de riz de la SEMRY vers le Nigéria révèlent un marché national inexistant, éclaté, puisque l'importation reste nécessaire pour répondre à la demande locale à des prix plus avantageux.

Plusieurs schémas explicatifs sont souvent avancés pour rendre compte de la situation. L'addition des potentialités agro-écologiques et de paysanneries riches de savoir-faire pourrait rendre compte des résultats globaux obtenus. 20 % seulement du territoire sont situés en agriculture de longue saison sèche (6 mois minimum) contre 73 % pour le Nigéria, 40 % pour la Côte d'Ivoire, 67 % au Kenya, 75 % en Tanzanie et 100 % au Mali !

Tableau 1 : LE CAMEROUN, UN PAYS POTENTIELLEMENT DOUE
% de la superficie agricole utile (estimations)

TYPES d'AGRICULTURE	Cameroon	Côte d'Ivoire	Mali	Tanzanie	Ethiopie	Nigéria
Agriculture précaire	0,1	-	21,8	18,7	30,0	-
Agriculture à forte sensibilité à la sécheresse	19,7	40,7	72,2	64,0	22,4	70,2
Agriculture à sensibilité variable	18,0	32,3	-	14,9	-	14,3
Agriculture à faible sensi- bilité	58,3	27,0	-	-	-	12,2
Agriculture de montagne	3,3	-	-	5,6	47,6	-
Zones irrigables	0,7	-	6,0	0,01	0,05	3,3

Source : J.M. COUR et al. 1984 : 106

La répartition des terres agricoles du Cameroun apparaît comme plus favorable que dans les 5 autres pays africains en ce qui concerne la vulnérabilité à la sécheresse, facteur d'insécurité majeur d'agricultures dont l'artificialisation reste limitée. Cela n'est cependant pas suffisant pour expliquer le niveau d'autosuffisance atteint.

On mettra en avant les qualités agricoles des sociétés paysannes des secteurs de fortes densités (mont Mandara, région des hauts plateaux

de l'Ouest) qui ont réalisé une agriculture vivrière intensive sans intervention extérieure mais pour répondre à la densification des terroirs. Nous verrons plus loin la part des femmes dans ce processus.

On pourra aussi faire valoir que l'Etat camerounais sous le régime Ahidjo a su concilier différentes exigences : insertion des paysanneries dans l'économie marchande, accumulation étatique par prélèvements sur les cultures de rente, émergence d'une bourgeoisie marchande nationale. Malgré l'ampleur des prélèvements et les tentatives avortées de maîtrise du marché vivrier pour les citadins ("révolution verte", office céréalier, Mideviv) il n'a pas pu décourager la mise en place d'une économie vivrière spéculative et le maintien d'un haut niveau d'autoconsommation. Il n'en reste pas moins que la forte augmentation de la consommation de riz et de blé sans une production nationale menace le fragile équilibre constaté : les importations de blé et dérivés s'élevaient à 4,4 % des exportations de cacao en 1969, à 8,1 % dix ans après. La consommation de riz nationale s'est multipliée par 3 en dix ans et les importations couvrent en moyenne la moitié de la consommation.

3. LES FONDEMENTS DES ECONOMIES VIVRIERES CAMEROUNAISES

Le Cameroun a de la chance : des ressources "naturelles" plus grandes qu'ailleurs, des sociétés paysannes ayant des agricultures parfois de grande qualité. La construction étatique, si elle a basculé des équilibres fragiles à la périphérie des zones d'agriculture intensive, n'a pas "cassé" les dynamiques les plus puissantes comme celle des Bamiléké. On peut se demander même si le maintien d'un bas prix pour le coton ou le cacao n'a pas profité aux économies vivrières spéculatives, favorisant ainsi l'essor d'un marché nouveau où les citadins et les commerçants se taillent une part du gâteau. Mais n'anticipons pas.

L'élément que l'on oublie trop souvent, c'est *la place essentielle de l'autoconsommation dans l'exploitation agricole camerounaise*. 90 % des exploitations camerounaises sont principalement tournées vers l'autoconsommation et cela concerne 88 % de la superficie cultivée. Le tableau 2 donne la taille moyenne des exploitations selon l'orientation de la production et la province. On y remarquera que l'exploitation tournée vers l'autoconsommation est généralement plus petite que celle tournée vers la vente, sauf dans le Centre Sud. Il faut aussi noter que seules les provinces côtières (Sud-Ouest-littoral) ont une proportion de plus de 20 % des exploitations insérées dans l'économie marchande.

Tableau 2 : TAILLE MOYENNE DES EXPLOITATIONS SELON LA PROVINCE ET L'INSERTION DANS L'ECONOMIE MARCHANDE (en Ha)

EXPLOITATIONS TOURNEES VERS	NORD	EST	CENTRE	LITTO- RAL	OUEST	NORD OUEST	SUD OUEST	CAME- ROUN
L'AUTOCONSOM- MATION	1,62	1,80	2,04	1,33	1,24	1,21	1,22	1,56
LA VENTE	2,08	1,88	1,88	1,98	1,37	1,55	2,43	1,96

Source : PNUD-FAO, 1977 : 331-338.

Cette importance de l'autoconsommation reste largement ignorée des opérateurs du développement qui imaginent souvent que l'augmentation des prix aux producteurs suffirait à générer les surplus agricoles que le fisc et les citadins espèrent. Les économies vivrières s'insèrent pourtant dans des tissus sociologiques qui ont des dynamiques propres qui ne sont pas toujours sensibles à la logique économique de la recherche du plus grand profit. Comment le seraient-ils d'ailleurs dans un pays où plus de 60 % du territoire est difficile d'accès, ce qui bloque l'expansion de la consommation ? L'accès à des biens ne détourne cependant pas du besoin de s'assurer d'abord l'essentiel de sa nourriture par son travail. L'Ouest du Cameroun (pays bamiléké où pourtant la participation à l'économie marchande est forte) avec une très faible superficie enclavée, voit 93,7 % des exploitations tournées *principalement* vers l'autoconsommation. L'enclavement est certainement une entrave à l'expansion d'une paysannerie marchande, mais il faut aussi compter avec les stratégies des chefs d'exploitation.

Différents facteurs pèsent sur les stratégies que mettent en oeuvre les chefs d'exploitation. Leur vision des choses sera déterminée par leur connaissance du monde via l'école, largement répandue dans le Cameroun méridional depuis peu, leur expérience (importance du critère de l'âge) et la force de travail dont ils disposent compte tenu du faible usage qu'ils font des intrants (Tableau 4).

Tableau 3 : VIVRIER, AUTOCONSOMMATION, ENCLAVEMENT

	: Superficie en : :cultures vi- :vrières seule- :ment	: Exploitations : : tournées princi- : palement vers : : l'autoconsomma- : tion	: Superficie : : enclavée : :	: Population : : enclavée : :
	: % de la super- : ficie totale	: % du total des : exploitations	: % de la su- : perficie : : totale	: % de la popu- : lation totale
NORD	: 83,4	: 95,2	: 64,8	: 22,7
EST	: 35,9	: 82,8	: 72,4	: 56,0
CENTRE-SUD	: 26,5	: 86,5	: 62,8	: 19,8
LITTORAL	: 21,9	: 76,0	: 44,7	: 0,8
OUEST	: 24,3	: 93,1	: 0,3	: 0,1
NORD-OUEST	: 59,3	: 96,0	: 40,5	: 32,5
SUD-OUEST	: 20,5	: 80,0	: 58,8	: 43,0
CAMEROUN	: 48,4	: 90,1	: 62,4	: 21,9

Tableau 3 : Suite

	Exploitations produc- tives % du total	Uniquement auto- consommée
MAÏS	66,6	41,4
LEGUMES DIVERS	74,8	58,8
IGNAME	55,6	33,0
MACABO TARO	37,4	21,6
PLANTAIN	59,5	29,4
FRUITS	51,8	27,1
MANIOC	56,1	27,7
MILS et SORGHOS	30,8	20,0
ARACHIDE	63,6	27,5
VOLAILLE et OEUFS	72,5	31,7
BETAIL	55,4	17,4
HUILE de PALME	28,8	16,5
CAFES	37,8	-
CACAO	26,8	-
COTON	13,7	-
RIZ	6,0	2,7

Source : PNUD, FAO, 1977 ; COURADE, G. - 1984.

Tableau 4 : LES EXPLOITATIONS N'USANT PAS D'INTRANTS SELON LES SYSTEMES CULTURAUX

	: : Pas de : fumure : :	: : Pas de : traitement : phytosa- : nitaire : :	: : Superficie : concernée : :
Cultures industrielles seulement	: : 62,4 :	: : 73,2 :	: : 3,9 % :
Cultures mixtes avec prépon- dérance industrielle	: : 70,5 :	: : 35,2 :	: : 30,9 % :
Cultures mixtes	: : 58,7 :	: : 63,1 :	: : 16,8 % :
Cultures vivrières seulement	: : 90,9 :	: : 95,9 :	: : 48,4 % :

Source : PNUD, FAO - 1977 ; COURADE, G. - 1984.

La force de travail constitue plus que l'accès à la terre - sauf cas d'espèce - le goulot d'étranglement majeur dans tout le pays. L'usage du matériel agricole n'est pas répandu et la traction animale n'est expérimentée que dans le Nord avec un succès limité. 3,3 % des exploitations disposent d'une charrue et 1,1 % d'une charrette ! C'est dire que le travail agricole repose comme le transport sur l'énergie humaine. Il n'est donc pas étonnant de constater que la taille de l'exploitation est directement influencée par le nombre d'actifs agricoles (Tableau 5).

Tableau 5 : FORCE DE TRAVAIL ET SUPERFICIE MOYENNE DE L'EXPLOITATION (Ha)

a)	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	Ensem-	
	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	ble	
b)	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
	0,83:	1,35:	1,81:	2,16:	2,47:	2,59:	3,23:	2,91:	3,59:	5,98:	1,60	
	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:

a) Nombre d'actifs ; b) Taille moyenne de l'exploitation

Source : PNUD, FAO - 1977 : 225

Les difficultés d'accès à la terre sont de trois ordres :

- secteurs de compétition foncière (colonisation spontanée ou dirigée, plantations industrielles, pourtour des grands centres urbains, etc);
- régions en surpopulation relative où l'attribution coutumière a du mal à s'appliquer en l'état (Lékié, Ouest, Margui, Mandela);
- zones où l'implantation des cultures pérennes a modifié les modalités habituelles d'attribution pour les non-natifs.

S'il est vrai que ces difficultés s'accroissent avec les interventions de l'Etat et des développeurs comme avec l'expansion des villes et des cultures arbustives (cacaoyer, caféier, cotonnier), il n'en reste pas moins que 77 % de la superficie cultivée est en attribution coutumière. Il faut cependant noter que ce taux descend autour de 60 % dans les deux provinces les plus perturbées par différents types de "modernisations" : le Sud-Ouest et le littoral.

Tout laisse penser - mais des études manquent pour le préciser - que l'enjeu foncier deviendra sous peu d'une importance plus grande dans l'évolution des systèmes de production paysans. Si cette évolution se confirme, il conviendra sans aucun doute de réévaluer le facteur terre dans la sécurité alimentaire des familles camerounaises. Autre facteur conjecturel d'évolution, la place relative que prendront les exploitations de plus de 5 ha gérées par des non-paysans, qui se développent à l'heure actuelle avec l'appui de l'appareil d'Etat. Ce sera vraisemblablement une évolution lente.

Pour l'heure, les fondements des économies vivrières du Cameroun nous semblent devoir être recherchés dans les caractéristiques démographiques de l'exploitation, et notamment du chef d'exploitation et des actifs agricoles.

Le tableau 6 nous révèle la place dominante des hommes comme décideurs au niveau de l'exploitation agricole. Ils seront la cible privilégiée des développeurs souhaitant transformer le milieu rural. 8,7 % des femmes sont chefs d'exploitation dont 6,4 % de veuves. L'âge et la polygamie jouent un rôle essentiel dans la superficie cultivée contrôlée. A cet égard, l'Ouest bamiléké se distingue avec 47 % des terres cultivées contrôlées par les polygames et 45 % par les plus vieux !

La situation matrimoniale du chef d'exploitation masculin détermine assez directement la taille de son exploitation : un monogame cultive 1,55 ha contre 2,6 ha pour celui qui a trois épouses et 3,24 ha

Tableau 6 : LES CHEFS D'EXPLOITATIONS

	Sexe :		Plus de 50 ans :		Polygamie et Superfi- cie cultivée ; % de la superficie totale	
	Hommes :	Femmes :	% du total :	Superficie: cultivée :	Monogames :	Polygames :
NORD	94,9	5,1	33,1	32,8	55,6	36,3
EST	95,2	4,8	35,3	39,4	55,5	31,9
CENTRE-SUD	92,6	7,4	41,0	44,7	63,1	21,5
LITTORAL	83,4	16,6	43,5	44,3	48,5	31,6
OUEST	86,1	13,9	40,4	45,0	34,7	47,0
NORD-OUEST	80,7	9,3	33,4	38,3	46,4	37,5
SUD-OUEST	86,3	13,7	34,6	41,4	54,0	33,1
CAMEROUN	91,3	8,7	36,5	39,4	53,9	33,1

Source : PNUD, FAO - 1977.

Tableau 7 : LES FEMMES DANS LA MAIN-D'OEUVRE AGRICOLE

	A plein : temps sur : exploita- : tion :			Chefs : d'exploit- : ation :		Lien de parenté avec le : chef d'exploitation : Conjointes: Filles: : Autres: : totale		Part des fem- mes sur la main-d'oeuvre totale
	A temps partiel :	Autre :						
12-15 ans	48,6	2,0	0,5	-	5,7	35,5	9,9	51,1
15-25 ans	58,2	2,7	0,7	0,4	41,0	15,5	4,7	61,6
25-35 ans	61,4	2,2	0,4	1,3	57,8	2,6	2,3	64,0
35-45 ans	56,1	2,2	0,3	3,7	49,0	0,6	5,1	58,6
45-55 ans	47,3	1,3	0,4	6,4	32,5	0,3	9,8	49,0
55-65 ans	40,4	0,6	0,5	6,7	16,9	-	17,9	41,5
+ de 65 ans	37,5	0	0	7,6	7,9	0	22,0	37,5
CAMEROUN	54,3	1,7	0,3	3,2	41,4	4,7	7,0	56,3

Source : PNUD, FAO - 1977 : (Chiffres ajustés)

pour celui qui a plus de 4 épouses en moyenne ! C'est dire l'importance que revêt le travail féminin dans l'exploitation.

Le tableau 7 indique la part prise par les femmes dans la force de travail agricole (plus de 55 %). A titre comparatif, on sait que les femmes ne participent qu'à 40 % en Asie du Sud et Sud-Est et qu'à 19 % en Amérique latine au travail agricole. L'Afrique au sud du Sahara est, avec les Caraïbes, le secteur où les femmes assurent une part prépondérante du travail agricole. Le Malawi, par exemple, voit cette part s'élever à 66,3 % pour la seule activité agricole à plein temps en 1977 !

Au-delà de cette observation fondamentale, il y a lieu de noter que l'investissement féminin dans le travail agricole se fait entre 12 et 55 ans et qu'il est largement le fait des épouses. La main-d'oeuvre féminine sans lien de parenté avec le chef d'exploitation reste statistiquement marginale. *L'exploitation du travail féminin se fait donc très largement dans le cadre familial où la femme n'a qu'une position subordonnée.* C'est souligner aussi combien toute modification du présent état des choses passe par un changement des rapports au sein des groupes socioculturels locaux. Bref, tâche ardue de longue haleine !

Les experts de la FAO et de la Banque Mondiale créditent le Cameroun d'un taux d'accroissement de la production agricole alimentaire de plus de 1 % par an pendant la dernière décennie, la plus difficile pour l'Afrique sud-saharienne quant à son niveau d'indépendance alimentaire. Il figure parmi les trois pays (avec le Rwanda et le Swaziland) qui ont le mieux tiré leur épingle du jeu. *Il le doit avant tout au travail acharné des femmes pour nourrir convenablement leur famille.* Elles jouent par ailleurs dans la chaîne alimentaire un rôle essentiel dans l'acheminement des vivres (Buyem Sellem de Yaoundé, vendeuses de vin de palme des cités du Cameroun anglophone) vers les villes et dans la préparation de plats cuisinés vendus dans de multiples gargottes des bourgs et des villes du Sud et de l'Ouest. Nous porterons notre attention sur leur rôle de producteurs ici.

4. LE TRAVAIL FEMININ ET LES STRATEGIES PAYSANNES

L'analyse globale qui vient d'être faite doit être éclairée par ce qui passe réellement dans les sociétés des différentes régions.

Quel a été le mode d'emploi du travail féminin dans les stratégies paysannes ? Comment a-t-il évolué dans les lieux où l'innovation a été intégrée ? Comment l'imagine-t-on dans une perspective de "développement" accéléré ?

4.1. Le travail féminin dans les économies vivrières en marge du développement

Magoumaz est un village du pays Mafa dans les monts Mandara (Cameroun septentrional) étudié en 1966 (BOULET - 1975). L'insertion dans l'économie marchande est limitée, eu égard à la faiblesse des revenus monétaires : autour de 6.000 F.CFA par an en 1960 (120 FF !). Comme le dit J. Boulet "nous sommes ici dans une société d'autoconsommation touchée par l'économie monétaire moderne de façon marginale" (1975 : 75).

Des conditions écologiques précaires imposées par des rapports précoloniaux asymétriques avec les Foulbés islamisés de la plaine n'ont pas empêché la population Mafa de nourrir relativement correctement 250 h au km² : bilan nutritionnel positif, pas de carence alimentaire grave.

Ces résultats appréciables se sont produits dans le cadre d'une culture intégrale et continue du terroir avec maîtrise de l'érosion très forte dans le contexte, et maintien de la fertilité des sols (assolement, fumure, maintien d'arbres utiles). Les Mafa ont donc réussi à mettre au point une agriculture intensive efficace du point de vue de leur alimentation sans intervention extérieure, ce qui leur vaut de figurer au panthéon de la géographie tropicale au titre des réussites spectaculaires, non reproductibles et obtenues par une débauche de travail (plus de 1100 h par an et par actif en moyenne).

Pendant 9 mois, d'avril à décembre, le travail hebdomadaire des hommes et des femmes se situe entre 15 et 56 h pour les seuls travaux de la ferme avec un travail supérieur de 5 % pour les femmes.

Cette quasi égalité ne devait pas faire illusion : "Si l'activité des hommes et celle des femmes paraissent assez comparables, il est juste d'ajouter à l'actif de ces dernières le temps de préparation des repas" (BOULET - 1975 : 52). Soulignons enfin que le mil et les cultures dites secondaires occupaient 84 % du temps de travail agricole.

Dans cette société relativement égalitaire, la force physique comme l'importance de la femme créent les différences. La variable polygamie aussi.

Le deuxième exemple sera pris en pays Nso dans les années cinquante. Ce département (BUI, province du Nord-Ouest) est aujourd'hui le premier producteur de café Arabica de la province. C'est dire qu'il connaissait un enclavement relatif en 1947. Les conditions agro-écologiques étaient par ailleurs, parmi les plus favorables de la région de Bamenda comme le développement ultérieur l'a démontré. Phyllis Kaberry (1952 : 63-88) nous donne un aperçu de la condition des femmes de Nso sur qui repose la quasi totalité des tâches agricoles, les hommes consacrent au plus 21 jours par an à ce secteur ! Commerce de la kola, extraction du vin de raphia, aide occasionnelle pour la préparation des champs de maïs ou de sorgho et leur récolte, entretien des cases constituent l'essentiel de leur activité. Une femme Nso cultive en moyenne 0,6 ha, essentiellement du maïs (2/3) et du petit mil (1/3) dispersé en 8 parcelles complantées. En fait, elle consacre 194 jours au travail agricole. Au total, elle assume l'entière subsistance de sa famille tout en contribuant pour 40 % à ses ressources.

4.2. Le travail féminin dans les économies vivrières de transition

Bamenda toujours, mais trente ans après. La zone étudiée se situe dans le département de la Menchum, groupe Aghem, pris dans une opération de développement rural intégré : Wum Area Development Authority (SIMON - 1976).

Voici une région reculée, pauvrement reliée au reste du pays, aux conditions naturelles clémentes (sols volcaniques jeunes sur cendres) où les femmes assuraient 90 % du travail agricole. L'idéal pour une intervention extérieure qui a débuté en 1965, portant sur l'encadrement paysan et l'introduction d'innovation (travail en groupe, amélioration de systèmes et techniques de culture, crédit, mécanisation des travaux, etc...). Mobilisation possible de la "réserve" de travail masculin.

Dans la zone d'intervention, les femmes sont moins touchées que les hommes par la modernisation et par l'économie marchande. Alors que l'autosubsistance compte pour 29 % chez les hommes en moyenne, elle s'élève à 70 % pour les femmes. Le revenu monétaire des femmes n'est que d'un tiers celui des hommes qui s'élève à 63.000 F.CFA par an.

Elles cultivent en moyenne 6 parcelles totalisant 0,75 ha où elles font pousser en cultures associées maïs, igname, arachide, manioc, melon, patate douce. Les maris ont leur propre exploitation plus regroupée (1,4 parcelle) de 0,6 ha comportant surtout des cultures pérennes (café, plantains, arbres fruitiers, palmier raphia).

A la différence du pays Nso des années cinquante, les hommes assurent 213 jours de travaux agricoles contre 170 pour les femmes qui passent 49 jours aux travaux domestiques et 13 au commerce. Il n'empêche que 64 % en valeur de la nourriture familiale est fournie et achetée par les femmes, si l'on exclut les boissons !

Au total, s'il y a une meilleure répartition des tâches, les femmes assurent toujours la sécurité alimentaire du groupe familial.

Centre-Sud maintenant, à la même période. Voilà une région forestière longtemps soumise à l'économie de traite s'adonnant à la cacao-culture et soumise à l'influence de la Société de Développement du Cacao. L'excellente connaissance de cette région et des stratégies paysannes a permis à A. Le Plaideur de construire des scénarios de simulation du comportement socio-économique du paysan du Centre-Sud (Ewondo ou Bassa) dans plusieurs hypothèses (1981). Ce modèle constitue pour l'auteur un "garde-fou" pour les développeurs. Il fait ressortir les contraintes majeures qu'elles soient objectives (milieu naturel, disponibilité de la force de travail, commercialisation) ou subjectives (auto-alimentation, priorité des priorités, préservation de la survie territoriale, investissement dans les moyens de production après avoir acquis les éléments du prestige social).

Nous avons là une sorte de "laboratoire" du développeur. Au rang des contraintes liées à l'appareil de production entrent différents paramètres dont la disponibilité en travail, en raison de la faiblesse de l'équipement matériel (185 à 210 jours pour l'homme, 197 à 240 jours de travail pour la femme avec des horaires journaliers variant de 4,2 à 5,5 H par jour pour la population masculine et 4,8 à 6,3 H par jour pour la population féminine).

Le modèle est conçu pour optimiser le facteur force de travail et non le capital terre et il n'est pas valable pour une zone surpeuplée type Lekié (LE PLAIDEUR - 1981 : 66). Il met en avant la production obligée et prioritaire pour la consommation familiale compte tenu des habitudes alimentaires des groupes Boti (plus de manioc et moins de macabo) et Bassa à base de plantain/manioc/macabo/arachides.

Tableau 8 : LES 3 EXPLOITATIONS-TYPE DU MODELE 3 C
(CAMEROUN, CENTRE-SUD, CACAO-CULTURE)

	Petite exploitation	:	Exploitation moyenne	:	Grande exploitation
Surfaces en vivres par cycle cultural	19 ares	:	29 ares	:	35,5 ares
Surface en cacaoyers	1,64 ha	:	2,03 ha	:	2,76 ha
Hommes actifs	1,1	:	1,5	:	1,7
Femmes actives	1,2	:	1,7	:	2,7
Total actifs	2,3	:	3,2	:	4,4
Population totale	4,6	:	5,9	:	7,2
Production moyenne en cacao kg	129	:	547	:	1097
Revenu moyen cacaoyer F.CFA	13.000	:	65.000	:	134.000

Source : LE PLAIDEUR - 1981 : 6

La force de travail est essentiellement familiale et la division sexuelle reste relativement stricte malgré un léger recouvrement par produit : défrichage et abattage des arbres de la parcelle vivrière par l'homme, aide à la récolte du cacao par la femme. Le modèle pose en butoir l'actuelle répartition sociale des tâches comme la pratique de l'épargne sur pied (pas de récolte du cacaoyer si prix défavorables ou besoins monétaires satisfaits) ou du stockage sur pied (le manioc est récolté quand c'est nécessaire !).

On peut discuter pour savoir si toutes les stratégies possibles ont été intégrées. Les simulations d'intensification des cultures vivrières ou cacaoyères en grande ou petite exploitation révèlent les blocages liés à la disponibilité du temps de travail et à la *division sexuelle des tâches*. Sans apport de main-d'oeuvre occasionnelle ou travail féminin dans la cacaoyère, l'intensification de la culture du cacao

est impossible alors que l'intensification vivrière est une voie possible, si les prix sont attractifs et le marché existant. On aboutit ainsi à démontrer ce que les Bruyem Sellem (marchandes de vivrier de Yaoundé) ont compris et à suggérer à la SODECAO, soit de se donner les moyens de "mobiliser" la main-d'oeuvre féminine sur la cacaoyère en tentant de modifier les règles sociales, soit à reporter son action sur le vivrier (plantain par exemple) ! Le travail révèle aussi les concurrences "conjoncturelles" entre cacaoyer et vivrier en termes de temps de travail et les limites de l'action d'un développement sectoriel.

4.3. Développement contre les femmes ?

Pour en finir avec ce panorama du rôle des femmes dans les processus de changement, nous allons prendre quelques situations contrastées de "développement" au sens où nous l'avons défini en introduction : intervention directe exogène sur le milieu rural avec ou sans objectif de "promotion féminine". Le Cameroun ayant été un terrain d'élection pour tester des méthodologies de modernisation agricole, nous n'avons que l'embaras du choix, de l'agriculture sans paysans à l'agriculture dite participative ou communautaire, de la femme cible des projets à la femme exclue de son rôle nourricier. En effet, dès lors qu'il y a développement, qu'on le veuille ou non, on aboutit très souvent à l'insécurité alimentaire familiale. Surcroît de travail pour des tâches agricoles non alimentaires ou difficile accès à la terre empêchent les femmes de remplir la fonction qu'elles avaient dans le système hors développement sans que rien ne soit prévu pour résoudre ce problème essentiel pour les plus pauvres.

A regarder les investissements étatiques dans le secteur agricole (COURADE - 1984) on est obligé de conclure que l'Etat n'a pensé sa sécurité alimentaire nationale qu'à travers une agriculture sans paysans. La bataille du sucre a été gagnée à Mbandjock (SOSUCAM-CAMSUCO), celle de l'huile de palme à la CDC, la Socapalm, la Pamol (Unilever) et la SAFACAM (groupe De Rivaud). Celle du blé a été perdue dans les 50000 ha de Wassandé, celle du riz est loin d'être gagnée à la SEMRY ! Le choix d'un style d'agriculture mécanisée, taylorisée, réduisant l'exploitant autonome en salarié ou en producteur contractuel n'a pas donné tous les résultats économiques attendus tout en créant de nouvelles poches d'insécurité alimentaire là où rien n'a été prévu pour permettre aux femmes de faire leurs champs vivriers.

Ainsi, dans les plantations d'Unilever (Pamol), les 3.000 salariés logés dans les camps de Bwinga, Lobé, Bai, M dian ont entre 20 et 30 ans pour 50 % d'entre eux et vivent seuls. Les quelques ménages présents ne disposent pas de champs vivriers dans les domaines. Et l'accès des femmes au foncier hors des "estates" est subordonné à l'acceptation d'un loyer. Peu de femmes, peu de vivres pour l'autosubsistance, des salaires minces, mais nombreux : le vivrier amené par les commerçants Igbo ou Bamenda est rare et cher au point que le Pamol a dû passer des contrats avec des fournisseurs (COURADE - 1980 : 7-126).

Les zones d'Actions Prioritaires Intégrées de l'Est (BELLONCLE - 1979 : 150-154) malgré leur objectif de développement "rural intégré" ont ignoré au départ les femmes. Ce n'est que dans le cadre d'actions de développement dites "complémentaires" qu'un programme de "promotion féminine" a démarré vers 1972. Cette action voisine avec des programmes de lutte contre les maladies vénériennes, de "durcissement" de l'habitat et d'adductions d'eau, bref, le volet social d'un projet sérieux concernant quand même le cacao. Les émules du R.P. Leuret utilisent la formule de l'étude-action pour répondre aux demandes formulées par les femmes. La femme Maka serait considérée comme "la richesse de l'homme" comme productrice de travail agricole et d'enfants. Elle se voit répudiée si elle ne donne pas d'enfant ou cesse de travailler. L'importance des maladies vénériennes génératrices de stérilité explique la priorité sanitaire donnée à l'action de formation. Viennent ensuite l'introduction de nouvelles cultures vivrières et l'amélioration des conditions de travail sans oublier les inévitables cours de couture-ménage ! Pourquoi n'avoir rien proposé pour améliorer les revenus monétaires des femmes par le commerce du vivrier ?

Dans le Bamenda par contre, le mouvement coopératif (COURADE - 1983 : 367-396) a été utilisé par les femmes pour la diffusion de moulins à maïs (pays Nso), la vente de produits vivriers ou la diffusion de l'huile de palme industrielle dans les villages, mais aussi de savon, d'ustensiles de cuisine ou d'habits. Les deux cultures de rente, café Arabica et riz sont aux mains des hommes, si l'on excepte une coopérative féminine à proximité de Bamenda. On voit cependant le chemin parcouru depuis les années cinquante (KABERRY - 1952) : les femmes ont accès à des revenus monétaires par le contrôle de la consommation des denrées de base, elles vendent une partie de leur production et elles réduisent leur peine pour l'égrenage du maïs. En 1978, les 60 groupes de la Nso

Women's Cooperative Society (plus de 2.000 membres) avaient réalisé un bénéfice de plus de 3 millions de F.CFA sur la vente de leurs produits contre 500.000 en 1972. Elles avaient écoulé 132 T d'huile de palme de la CDC et vendu 70 T de vivres de base (maïs, haricots, riz et pommes de terre). Parallèlement, une initiative de la mission catholique dans la même région regroupait plus de 4.000 femmes pour le contrôle de la commercialisation des produits vivriers.

Ces initiatives, limitées et fragiles, semblent avoir réussi dans un milieu où les femmes étaient particulièrement écrasées de travail au point que le commerce vivrier de base est entre leurs mains. L'entraide féminine habituelle a trouvé là un moyen de s'exprimer dans le cadre de l'espace socio-économique attribué aux femmes. Pas de transgression de la sempiternelle division sexuelle des tâches. Développement endogène, non étatique ? A chacun de juger.

Nous ne voulions pas conclure sur une note pessimiste alors que tout incite à penser que le développement tel qu'il est *effectivement* mis en oeuvre et justifié au Cameroun a pour effet indirect de mobiliser encore plus le travail féminin déjà lourd (Centre-Sud, ZAPI, etc...) ou d'exclure les femmes en instaurant dépendance et insécurité alimentaires (complexes agro-industriels, agriculture contractuelle). Les évolutions heureuses - si l'on peut dire - s'inscrivent dans le droit fil des équilibres socio-culturels défavorisant les femmes. A la limite, on peut penser que le mot développement pour les femmes camerounaises ne peut avoir que trois sens : plus de travail, plus d'inégalité avec les hommes, un peu d'assistance socio-médicale pour leur permettre d'assurer le tout. Certains penseront à la paysanne française libérée par la mécanisation, le tracteur et le CNJA ! Peu de personnes croiront à une transposition possible du modèle français pour des raisons techniques et sociologiques.

Et la sécurité alimentaire alors ? Elle n'est bien assurée finalement que dans les secteurs hors développement qui sont condamnés à terme par les projets de modernisation. Et il faut le faire savoir : le progrès n'est pas toujours là où on le croit !

Comment assurer alors l'autosuffisance difficilement obtenue aujourd'hui ? On peut répondre par une boutade : réviser le manuel d'ins-

truction civique ! On peut répondre aussi comme Gourou, le pape de la tropicalité scientifique ou Dumont, l'apôtre du tiers-mondisme militant, en misant sur la "sagesse" des femmes (pour limiter les naissances, gérer prudemment les ressources, être clairvoyantes sur les priorités réelles) ! Comme le faisait remarquer finement J. Bugnicourt, l'âge aidant, les experts masculins du Tiers-Monde désabusés, finissent par espérer que la sagesse viendra *enfin* des femmes. Sans savoir comment...

Les femmes pratiquent sans le déclarer ce que l'on a coutume d'appeler le "développement auto-centré" en assurant la survie de la cellule familiale et sa reproduction. Si stratégie alimentaire nationale il y a, elle ne peut donc que s'articuler qu'avec cette volonté du dedans de se libérer des contraintes du dehors pour les questions vitales. Reste à trouver cette volonté et à explorer les voies et moyens de sa mise en oeuvre. A ce stade, études et recherches dégagées des non-dit et des fantasmes sont nécessaires.

BIBLIOGRAPHIE

- ARDENER, Sh. (1975). *Sexual Insult and Female Militancy in ARDENER, Sh. Perceiving women*, London Malaby Press : 20-54.
- BALA, H. (1976). *J'aime mon pays : le Cameroun, manuel d'instruction civique et d'éducation sociale*, Yaoundé, CEPMAE, 254 p.
- BELLONCLE, G. (1979). *Quel développement rural pour l'Afrique Noire ? Réflexions sur l'expérience des ZAPI du Cameroun*, Dakar/Abidjan, N.E.A., 209 p.
- BERG, G. et al. (1981). *Accelerated Development in Sub-Saharan Africa : An Agenda for Action*, Washington, The World Bank, 198 p.
- BOULET, J. (1975). *Magoumaz, Pays Mafa (Nord Cameroun)*, Paris/La Haye, ORSTOM/Mouton, (Atlas des structures agraires au sud du Sahara 11), 92 p. + 6 cartes HT.
- BOUTRAIS, J., COURADE, G., GUBRY, P. (1979). *Population, planification et développement rural : l'exemple du Cameroun*, Yaoundé, ISH, 163 p. multigr.
- BRYSON, J.C. (1979). *Women and Economic Development in Cameroun*, Yaoundé, USAID, 153 p., multigr.

- COUR, J.M. et al. (1984). *Une image à long terme de l'Afrique au sud du Sahara*, Paris, CEE/Caisse des dépôts et consignations, 224 p. + 8 cartes HT + 10 annexes.
- COURADE, G. (1980). Les plantations d'Unilever au Cameroun in : *Complexes agro-industriels au Cameroun*, Paris, ORSTOM : 7-126.
- (1983). Réussite coopérative et développement rural dans un secteur retardé : le cas des Grassfields du Bamenda (Cameroun anglophone) in *Trames : le fait coopératif et mutualiste* (Actes du colloque de Limoges 1981) : 367-396.
- (1984). Le secteur agricole in : *Le Cameroun, rapport ORSTOM à la CEE sur "les villes secondaires dans le développement régional et national"* (réalisé par J. Champaud, G. Courade et A. Franqueville, confidentiel) : 19-89 multigr.
- F.A.O. (1983). *Suite donnée à la CMRADR : Le rôle des femmes dans la production agricole*, Rome, FAO, W/M 48 46/C, Comité de l'Agriculture, 7ème session (21-30.03.1983), 16 p. multigr.
- KABERRY, P.M. (1952). *Women of the Grassfields. A study of the Economic Position of Women in Bamenda, British Cameroons*, London, H.M.S.O. 220 p. + 2 cartes HT.
- LE PLAIDEUR, A. (1982). *Modèle 3 C. Cameroun, Centre-Sud, cacao culture ou simulation du comportement agro-économique des petits paysans de la zone forestière camerounaise quand ils choisissent leur système de culture*, Paris/Montpellier, Irat, 236 p.
- P.N.U.D., F.A.O. (1977). *Recensement mondial de l'agriculture et établissement d'un système permanent de statistiques courantes : résultats du recensement agricole 1972/73 pour le Cameroun*, Rome, FAO, AG : DP/RAF/71/186, rapport technique 1, 360 p.
- SIMON, H. (1976). *W.A.D.A. Extension Farmers : a Socio-Economic Survey about the Living Conditions and Annual Budgets*, WUM, W.A.D.A., 147 p. + 33 p. d'annexes, dactyl.

RÉSUMÉ

Au Cameroun qui est auto-suffisant, la force de travail constitue un goulot d'étranglement majeur. Après une analyse globale de la relation entre travail féminin et structures de production, l'auteur rend compte du "mode d'emploi" de ce travail dans les économies vivrières marginales, de transition et dans les schémas de développement. Importance de la variable culturelle interne dans "l'exploitation du travail féminin", exclusion des femmes de la sphère productive marchande, rôle primordial dans la sécurité alimentaire domestique. Ceci varie selon les cas. Le drame actuel, c'est que le développement se fait contre les femmes, c'est-à-dire sans les paysans et que l'on peut craindre le retour de l'insécurité alimentaire dans ce pays riche.

ABSTRACT

In Cameroon, a country which has achieved self-sufficiency, the workforce is a source of serious bottlenecks. The author analyzes in overall terms the relation between female labour and production structures and then describes the way in which labour is used in marginal and transitional food crops economies, and in development plans. The importance of internal cultural variables in the "exploitation of female labour", the preclusion of women from the marketable commodities, their crucial role in household food security : there are great variations from case to case. At present the tragic fact is that development takes place against women, i.e. without the farmers ; and that it is to be feared that this rich country will suffer again from food insecurity.